



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Unité Départementale des Alpes-Maritimes
Tour Hermès
64/66 route de Grenoble
06200 Nice

Affaire suivie par : Pôle DACEN
Tél 04 88 22 65 84 – Fax : 04 88 22 65 80
Référence : 2018_553
GIDIC : 64.0277

Nice, le

22 OCT. 2018

Préfecture des Alpes-Maritimes
CADAM
147, Route de Grenoble
06286 NICE Cedex 3

A l'attention de Mme la Secrétaire Générale

14 0 1

Rapport de l'inspection des installations classées

Etablissement concerné : Société SONITHERM - Usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés de Nice

Objet : Récolement à l'arrêté préfectoral n° 322 de mise en demeure du 14/11/2017

Visite d'inspection du 01/10/2018

Suites de la visite d'inspection du 09/11/2016

1.1. Historique :

Lors de la visite d'inspection du 09/11/2016, l'inspection avait indiqué dans sa fiche d'écart n° 6 : « Dans le cas de la présence d'une radioactivité anormale, la mise en place du périmètre de sécurité de 1 μ Sv/h autour de la benne n'est pas établie avec un radiamètre portable. »

L'article 2.8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 04/07/2011 prévoit : « Dispositions communes :

L'exploitant établit une procédure définissant, en cas de découverte de déchets suspects, les dispositions à prendre pour identifier les déchets, les mesures conservatoires à mettre en œuvre et la filière d'élimination ad hoc. Cette procédure sera établie en harmonie avec les guides joints à la circulaire du 30 juillet 2003 relative aux procédures de déclenchement du portique de détection de radioactivité. Elle sera mise à jour en tant que de besoin, et notamment à l'occasion de l'évolution de cette circulaire. »

Le Guide sur la méthodologie à suivre en cas de déclenchement - Centre de traitement par incinération - Fiche 3 : Portique de détection de radioactivité - Centre de traitement par incinération indique au paragraphe 1.3 : « Mettre en place autour de la benne ou du wagon contenant le chargement, un périmètre de sécurité (1) établi avec un radiamètre portable (2) et clairement balisé correspondant à un champ de rayonnement de 1 μ Sv/h, »

Dans sa réponse du 22/12/2016, l'exploitant précise qu'il ne dispose pas de radiamètre et que le périmètre est établi avec les services de secours spécialisés. Ce mode de fonctionnement est repris au paragraphe 5 de la procédure (partielle) transmise par l'exploitant dans son courriel du 22/12/2016 : « installer le périmètre de sécurité à 1 μ Sv/h avec les services incendis ».

Pour l'inspection, la procédure de l'exploitant repose sur la disponibilité des secours spécialisés pour établir le périmètre de sécurité. Cette procédure n'est donc pas « établie en harmonie » avec les guides joints à la circulaire du 30 juillet 2003. L'application de cette procédure implique l'absence de périmètre de protection probant (1 μ Sv/h) entre le moment de la détection et celui de son établissement avec les secours spécialisés et ne permet pas de protéger les intérêts environnementaux.

L'exploitant a donc été mis en demeure de respecter son arrêté préfectoral d'autorisation et plus particulièrement l'article 2.8.3.3 :

Le présent rapport rend compte de la visite non exhaustive réalisée par l'inspection des installations classées le 01/10/2018 en application des dispositions de l'article L.171-1 du code de l'environnement sur le site de l'usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés de l'Ariane à Nice exploitée par la société Sonitherm

1.2. Constats lors de la visite d'inspection du 01/10/2018

L'inspection a constaté :

- ✓ Constat n° 1 : la conformité de la procédure MO-IN 02 de décembre 2017 à l'article 2.8.3.3 de l'arrêté préfectoral l'arrêté préfectoral du 04/07/2011
- ✓ Constat n° 2 : la présence d'un radiamètre portable (SAPHYMO – 6150 AD) dont la précision permet une mesure à 1 uSv/h en salle de contrôle.

2. Conclusion et propositions de l'inspection des installations classées

Il ressort des éléments développés précédemment que la visite d'inspection réalisée le 01/10/2018 sur le site de l'usine d'incinération de l'Ariane à Nice a mis en évidence la conformité de l'exploitant à son article 2.8.3.3 pour lequel il fut mis en demeure par arrêté préfectoral du 14/11/2017.

Nous proposons donc à Monsieur le Préfet, de considérer la mise en demeure comme satisfaite.

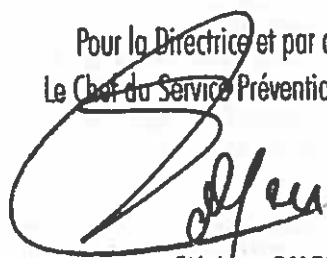
Enfin, nous souhaitons recevoir la preuve lisible d'une notification datée de l'arrêté de mise en demeure proposé.

L'Inspecteur de l'Environnement

Damien REY



Pour la Directrice et par délégation,
Le Chef du Service Prévention des Risques



Stéphane CALPENA
Ingénieur en Chef des Mines

Vu et transmis avec avis conforme
Pour la directrice et par délégation